

COUPE DE 900 MILLIONS DU BUDGET : PREMIÈRES CONSÉQUENCES SUR LES ÉTUDIANT·E·S : UNE AUGMENTATION DE 3.5% DES LOGEMENTS CROUS !

La nouvelle présidente du CNOUS annonce une hausse des loyers pour accélérer la réhabilitation du parc locatif du réseau des œuvres. C'est encore une fois aux étudiant·e·s de pallier le manque de moyens que l'Etat met dans le service public à destination des étudiant·e·s.

Une attaque face à des étudiant·e·s déjà précaires

Le coût de la vie étudiant à encore augmenter de 6.47% cette année et les étudiant·e·s n'ont jamais été aussi précaires, en atteste les files d'attente des distributions alimentaires, les 1 étudiant·e sur 10 qui ont dormi dehors ou dans leur voiture ces 12 derniers mois et le chiffre alarmant de 1 étudiant·e sur 2 qui saute un repas par jour.

C'est dans ce contexte que Mme Durand, nouvellement nommée à la tête du CNOUS, choisit d'annoncer une augmentation de loyers, qui servirait à contribuer à l'effort collectif de construction et de rénovation. Le loyer représente 60,58% du budget des étudiant·e·s et constitue donc le principal poste de dépense. Cette décision honteuse va aggraver la situation de précarité des étudiant·e·s. De plus, cette attaque au droit au logement est une atteinte grave dans la prise d'autonomie des étudiant·e·s pour qui le départ du foyer familial est un moment essentiel de prise d'autonomie.

Les logements en résidences universitaires ont besoin d'être rénovés massivement, mais ce n'est pas aux étudiant·e·s de pallier ce refus de financement de l'Etat

Un contexte de sous investissement global

L'UNEF dénonce une nouvelle décision du gouvernement qui ne voit les étudiant.e.s que comme la variable d'ajustement quitte à les précariser davantage. Pour les JO 2024, plus de 2000 étudiant.e.s voient leurs cités u réquisitionnées.

Il est nécessaire de rappeler que ce gouvernement a menti sur les 500 000 millions qu'il avait promis pour le système de bourses, ne donnant que 117 millions. De plus, l'Etat vient de supprimer 900 millions d'euros de budget à l'enseignement supérieur dans sa globalité, une attaque sans précédent face à un secteur en sous investissement chronique depuis des années.

Ne s'arrêtant pas là, sur les 60 000 logements CROUS promis d'ici 2022, seuls 5% ont réellement vu le jour.

Le gouvernement continue donc son rouleau compresseur de mesures précarisantes, alliant mensonges et manque de moyens.

Face à ces politiques mortifères pour la jeunesse en formation, l'UNEF exige :

- Le gel des loyers en résidences universitaires
- Un investissement massif de l'Etat dans le réseau des oeuvres
- La construction en urgence de 150 000 logements CROUS
- Le plafonnement des loyers dans les villes universitaires
- Le retour du repas à 1€ pour tou·te·s
- La mise en place d'une allocation d'autonomie de 1158€ pour tou·te·s